COMMUNIQUE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni dans ses locaux de l'avenue Foch le jeudi 20 juillet 2000.

A l'issue de cette réunion, au cours de laquelle le gouvernement a adopté trois projets de délibération du congrès et vingt deux arrêtés, le communiqué suivant est diffusé.

Le gouvernement a notamment adopté les décisions suivantes :

projet de délibération modifiant la délibération n° 62/CP du 10 mai 1989 relative à l'application des franchises douanières.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé de proposer au congrès de modifier la délibération 62/CP du 10 mai 1989. Ces modifications portent notamment sur :

- l'admission en franchise des matériels nécessaires aux contrôles antidopage. Cette disposition entre dans le cadre de la lutte contre le dopage menée à quatre niveaux par les services de la Nouvelle-Calédonie, la prévention, le suivi médical, la nomination d'un correspondant local de lutte contre le dopage auprès du ministère, et le renforcement des contrôles.
- l'admission en franchise des œuvres d'art destinées au centre culturel TJIBAOU. Depuis 1994, l'agence de développement de la culture kanak (ADCK) a constitué un fond d'art contemporain kanak et océanien. Cette collection est destinée au centre culturel TJIBAOU. Compte tenu de la vocation de l'ADCK et des modalités de son financement, il paraît souhaitable que cette agence puisse bénéficier du même avantage que les musées territoriaux pour les acquisitions d'œuvres d'art.
- l'extension de l'admission en franchise pour les bibliothèques des nouveaux supports de communications tels que les cédéroms, disques et cassettes.

projet de délibération portant modification de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 modifiée relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives.

Le gouvernement propose au congrès d'adapter les dispositions de la loi n° 89-432 du 28 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives. Ces adaptations concernent, la possibilité pour le gouvernement d'habiliter des agents de la Nouvelle-Calédonie à effectuer certains contrôles susceptibles d'être opérés en application de la loi et la possibilité pour le gouvernement d'édicter une liste de produits dont l'usage serait prohibé.

.../...

Le gouvernement a également arrêté les mesures visant à exonérer de la taxe générale à l'importation des matériels destinés à des opérations primées par le comité territorial pour la maîtrise de l'énergie (communes de Thio, Poya et Mont-Dore).

Enfin, il a arrêté des décisions portant renouvellement d'agrément pour six centres de contrôle technique des véhicules.